



# L'Éducation Complète à la Sexualité

Données probantes et pratiques prometteuses  
en Afrique de l'Ouest et du Centre



Cette brochure documente les éléments clés d'une mise en œuvre de l'Éducation Complète à la Sexualité (ECS). Au travers d'exemples concrets de quatre pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo, la brochure documente les pratiques prometteuses, les obstacles identifiés et les leçons apprises, et propose des recommandations clés à partager avec l'ensemble des pays de la région.



## Qu'est-ce-que l'ECS ?

L'éducation complète à la sexualité (ECS)<sup>1</sup> est un processus d'enseignement et d'apprentissage fondé sur un programme portant sur les aspects cognitifs, émotionnels, physiques et sociaux de la sexualité. Elle vise à doter les enfants et les jeunes de connaissances factuelles, d'aptitudes, d'attitudes et de valeurs qui leur donneront les moyens de s'épanouir – dans le respect de leur santé, de leur bien-être et de leur dignité –, de développer des relations sociales et sexuelles respectueuses, de réfléchir à l'incidence de leurs choix sur leur bien-être personnel et sur celui des autres et, enfin, de comprendre leurs droits et de les défendre tout au long de leur vie.<sup>2</sup>

## Contexte nécessitant la mise en place de l'ECS :

L'Afrique de l'Ouest et Centrale compte plus de 64% de la population âgée de moins de 24 ans<sup>3</sup> et un taux de grossesse chez les adolescentes plus de deux fois supérieur à la moyenne mondiale, avec plus d'une fille sur dix âgées de 15 à 19 ans donnant naissance.<sup>4</sup>



L'ECS dûment mise en œuvre permet de : <sup>5 6</sup>	Vrai	Faux
Limiter la désinformation et accroître les connaissances pertinentes.	×	
Réduire les comportements à risque en réduisant la fréquence des rapports sexuels non protégés et le nombre de partenaires sexuels.	×	
Augmenter le taux d'adoption de comportements responsables tels que s'abstenir de rapports sexuels, reculer de l'âge du premier rapport sexuel, et une utilisation accrue du préservatif et autres contraceptifs.	×	
Identifier et renforcer les valeurs et les attitudes positives.	×	
Améliorer la perception des normes des pairs et de la société.	×	
Développer la capacité à prendre des décisions éclairées et à s'y conformer.	×	
Favoriser la communication avec les parents ou d'autres adultes de confiance.	×	
Les programmes axés sur l'égalité des genres sont substantiellement plus efficaces que les programmes faisant abstraction de cette question.	×	
L'ECS favorise une activité sexuelle précoce ou à risque.		×
Les programmes qui prônent uniquement l'abstinence ont fait preuve de leur efficacité.		×

## Les besoins des jeunes

L'expérience globale démontre qu'une ECS liée à des services de Santé Sexuelle et de la Reproduction des Adolescent(e)s Jeunes (SSRAJ) est plus efficace et que tous deux nécessitent la création d'un contexte propice au changement des comportements. Pour ce faire un nombre d'interventions au niveau communautaire et sociétal sont nécessaires.

ECS scolaire et extrascolaire de qualité

Communication pour le changement de comportements, et des normes et attitudes sociétales

**ECS liée aux services de SSRAJ**



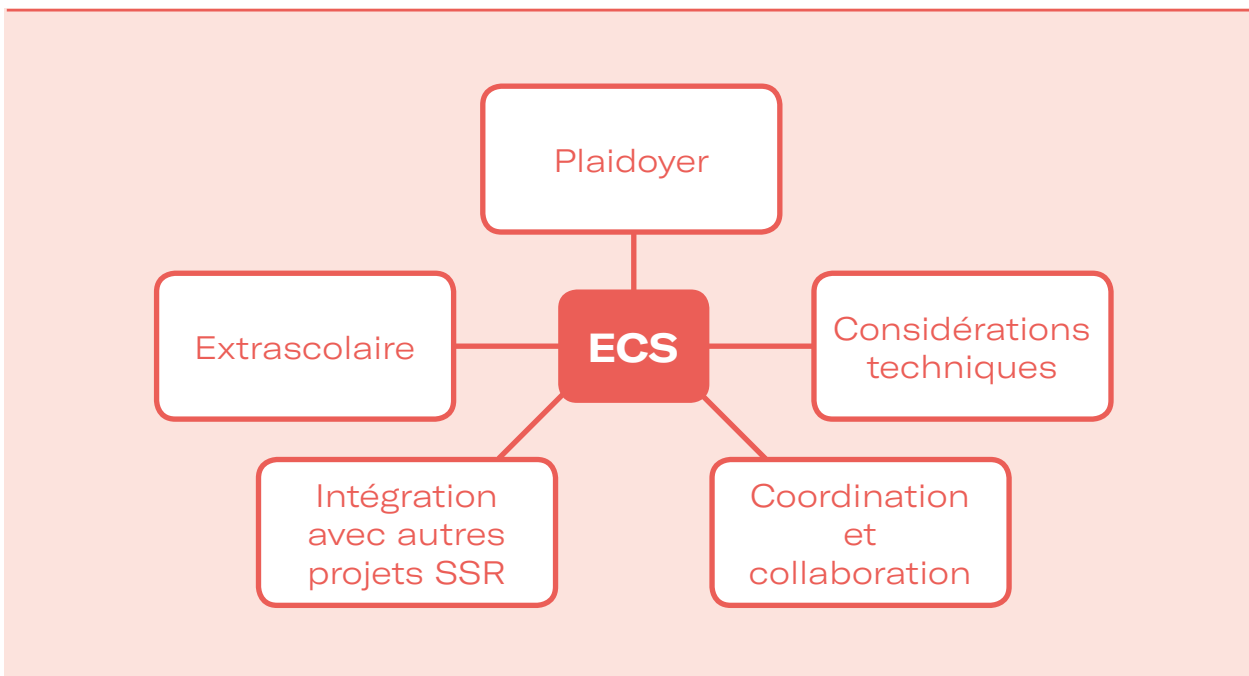
Services de SSR intégrés, de qualité et adaptés aux adolescents et jeunes

Sensibilisation et participation des parents/communauté dans l'élaboration et mise en œuvre des programmes



## Éléments clés d'une mise en œuvre de l'ECS

Cinq éléments clés ont été identifiés pour une mise en œuvre efficace de l'ECS. Idéalement, tous ces éléments devraient être menés en même temps et de manière synergique.



### Plaidoyer

#### Pourquoi ?

Pour que les programmes d'ECS soient pérennes, il est nécessaire d'améliorer la capacité des partenaires et d'autres parties prenantes à soutenir l'ECS, en particulier lorsqu'ils sont confrontés à l'opposition ou à des changements au sein du gouvernement.<sup>7</sup>

Le plaidoyer n'est pas une action isolée mais un travail à long terme qui doit s'adapter à un contexte en évolution.

Un travail de plaidoyer avec les décideurs politiques, notamment les parlementaires et les ministres, ainsi qu'avec la société civile est essentiel pour inscrire l'ECS dans les priorités nationales et permettre ainsi de rendre le cadre juridique et les plans stratégiques propices à sa mise à l'échelle, et assurer ainsi le développement de cette approche dans l'ensemble des structures scolaires et non scolaires.

### Comment ?

La phase initiale consiste à établir le bien-fondé d'une éducation sexuelle en collectant des données actualisées sur, entre autres, les IST, grossesses et mariages précoces, âge du premier rapport sexuel... ; l'accès à l'information et aux services de SSRAJ ; la situation des jeunes (démographique, économique,...) ; l'environnement socio-culturel ; et les conséquences de la SSRAJ sur l'éducation et le développement du pays. UNFPA est en bonne position pour prendre les rennes afin d'élaborer un argumentaire persuasif grâce à son expérience globale sur le Dividende Démographique, l'ECS et la SSRAJ, et aux bonnes relations entretenues au niveau national avec les ministères et les professionnels des secteurs de la santé, de l'éducation, de la jeunesse et de la protection des enfants. L'argumentaire permettra l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer qui devrait entre autres :

- ↪ Identifier les objectifs :  
par exemple améliorer la compréhension de l'importance et des impacts d'une ECS ; l'inclusion de l'ECS dans les textes juridiques ; l'intégration de l'ECS dans les politiques et stratégies du gouvernement ; etc.
- ↪ Evaluer l'environnement politique.
- ↪ Identifier les parties prenantes impliquées et concernées (ainsi que les plus influentes) et leurs points de vue sur l'ECS.
- ↪ Tenir compte des données locales, des expériences et des discussions en cours sur l'ECS.
- ↪ Identifier des interventions à mettre en œuvre à tous les niveaux, du national à l'opérationnel (plan médiatique, campagne de sensibilisation, réunions, atelier, participation des jeunes, des enseignants, des parents et de la communauté, ...).

### Résultat

Un plaidoyer efficace réduit les obstacles et défis à la mise en œuvre et la mise à échelle d'une ECS et instille une compréhension commune de l'ECS par les responsables et les éducateurs. La création d'un groupe de soutien à l'ECS composé de partenaires techniques et d'autres parties prenantes clés permet d'influencer positivement, de rallier les parties prenantes, et de commencer à changer les normes sociales et les perceptions négatives de l'ECS. Collaborer avec les jeunes et favoriser le leadership et la participation de la jeunesse est également essentiel pour une appropriation de l'ECS par les jeunes tout en permettant une sensibilisation plus large sur la SSRAJ.



### Côte d'Ivoire

Au cours de l'année scolaire 2012-2013, 6 718 cas d'infections sexuellement transmissibles (IST) et 5 076 cas de grossesses non désirées (GND) ont été enregistrés en milieu scolaire, dont 1 137 au primaire et 3 939 au secondaire. Dans l'ensemble, 77,6% des cas concernent des élèves de 11 à 15 ans.

Bien qu'il y ait toujours eu des cas de GND en milieu scolaire, l'étude de 2012-2013 fournit la preuve concrète d'un besoin urgent d'agir. Un effort intensifié de plaidoyer des parties prenantes, lié à une prise de conscience de la part des politiques sur l'envergure du problème, a mené au développement d'un plan accéléré de réduction des grossesses à l'école (2013-2015) à travers la Campagne « Zéro grossesse à l'école ». Cette campagne n'aurait pu voir le jour, sans le courage politique de soutenir cette cause.

Les parties prenantes ont pu catalyser l'opportunité de la parution de l'étude pour porter l'attention nationale sur les GND ; ceci s'est traduit en une volonté politique qui perdure à ce jour. Les GND et la campagne sont encore discutées au niveau du Cabinet. Cet intérêt au plus haut niveau politique a non seulement permis

l'ouverture de la discussion sur la SSRAJ mais a aussi créé une responsabilisation commune.

La campagne inclut des activités pédagogiques en classes (leçons de vie), des animations au sein de club scolaires, des activités extrascolaires, une offre de services SSR et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. La campagne fut lancée le 28 février 2014, en présence de plusieurs ministres, démontrant l'aspect multisectoriel de la campagne.

Cette démarche, quoi que prometteuse car elle a réussi à galvaniser toutes les parties prenantes est nécessaire mais non suffisante. C'est un premier pas. Pour répondre aux besoins des jeunes pour une éducation sexuelle intensifiée, le pays œuvre pour mettre en place une ECS en milieu scolaire et extrascolaire à travers l'élaboration et la mise en œuvre du Programme National d'Éducation Sexuelle Complète 2016-2020. Ni la campagne, ni une ECS de qualité, ne seraient possibles sans l'impulsion politique portée par le Ministère de l'Éducation et le gouvernement de la Côte d'Ivoire.

Au cours de l'année scolaire 2012-2013 :



## Considérations techniques

### Activité « Porte d'entrée »

Un nombre d'activités « porte d'entrée » peuvent faciliter la mise en œuvre d'une ECS notamment des campagnes nationales, des stratégies, des politiques ou des changements législatifs sur entre autres, les mariages et grossesses précoces et la SSRAJ en général.

### Discipline intégrée ou autonome

Le choix d'intégrer l'ECS dans une ou plusieurs disciplines préexistantes ou de créer une nouvelle discipline autonome est une des décisions les plus importantes à prendre car elle impactera sur de nombreux aspects.

Une intégration réduirait la pression sur un emploi du temps scolaire déjà chargé. Cependant, une mise en œuvre de qualité est plus difficile en raison des coûts (développement de matériels pédagogiques supplémentaires, formation d'un effectif accru d'enseignants, davantage de supervision..).

Attribuer à l'ECS sa propre discipline réduit les coûts d'élaboration et de mise en œuvre, facilite la supervision et l'appui à l'enseignant désigné, mais requiert une allocation dans l'emploi du temps scolaire qui implique une réduction de temps d'une ou plusieurs disciplines existantes. Indépendamment du choix pris, l'ECS devrait être obligatoire et évaluée pour maximiser son impact et assurer que tous les jeunes en milieu scolaire soient atteints.<sup>8</sup>

### Élaboration de curricula & supports didactiques

Une mise en œuvre de l'ECS requiert le développement d'un nombre de supports tels un curricula ou un référentiel, des manuels pour les apprenants et les enseignants, et d'autres supports didactiques tels des boites à images.

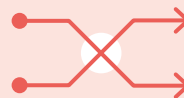
#### Portes d'entrée que peuvent faciliter la mise en œuvre d'une ECS



Campagnes Nationales



Stratégies

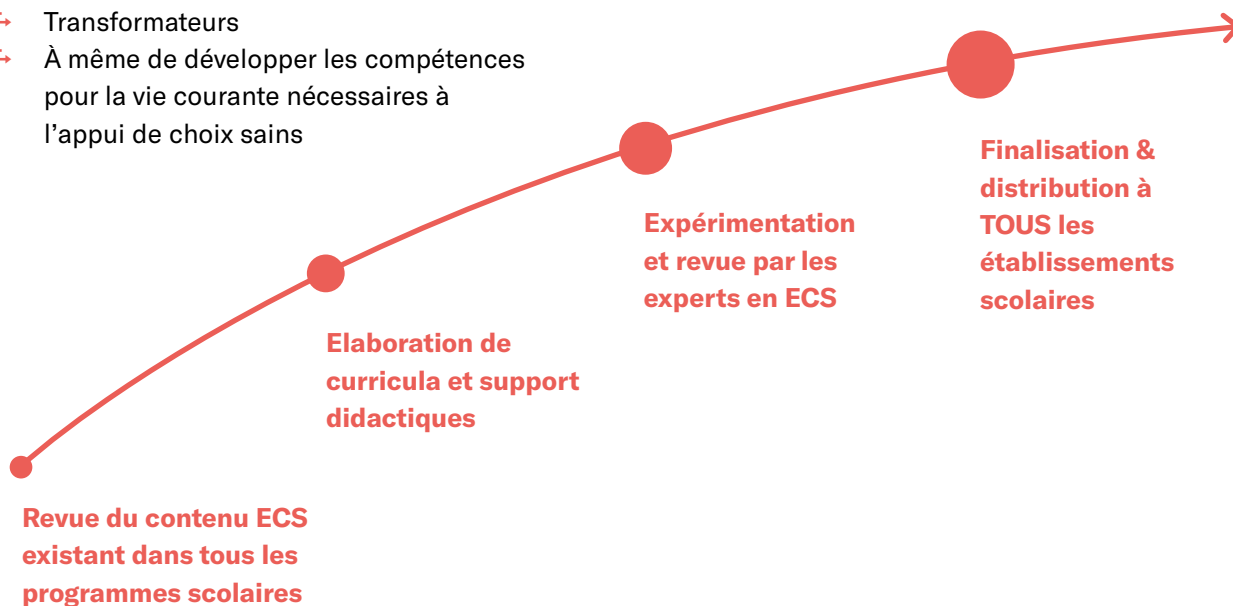


Politiques et changements législatifs sur en autres les mariages d'enfants, grossesses précoces et la SSRAJ



## Elaboration de matériels didactiques :

- ↳ Scientifiquement exacts
- ↳ Progressifs
- ↳ Adaptés à l'âge et au niveau de développement
- ↳ Basés sur un programme
- ↳ Complets
- ↳ Fondés sur une démarche inspirée des droits humains
- ↳ Fondés sur l'égalité de genre
- ↳ Adaptés à la culture et au contexte
- ↳ Transformateurs
- ↳ À même de développer les compétences pour la vie courante nécessaires à l'appui de choix sains



## Renforcement des capacités institutionnelles à mettre en œuvre l'ECS



### Formation, appui aux éducateurs et suivi & évaluation (S&E)

L'expérience de nombreux pays démontre qu'une formation qui n'inclut que le contenu et les méthodologies pédagogiques est moins efficace qu'une formation qui inclut aussi une réflexion personnelle sur ses propres valeurs et ses attitudes envers la sexualité. Une formation initiale de qualité est plus effective au niveau du coût, permet une formation plus approfondie et peut même contribuer à la santé sexuelle et reproductive propre de l'élève-maître. Bien que plus onéreuse et parfois perturbant davantage le fonctionnement de l'établissement scolaire, la formation en continu est essentielle pour les enseignants et les cadres déjà en service.

La supervision et l'appui des éducateurs par leurs supérieurs hiérarchiques, inspecteurs et autres cadres sont essentiels pour une mise en œuvre de qualité nécessitant une formation appropriée. Le S&E est essentiel à toute mise en œuvre, car elle permet d'en analyser le processus de mise en œuvre et son impact afin d'adapter le programme pour de meilleurs résultats. Le S&E se fait à trois niveaux : national, régional/district et opérationnel.

### Contexte institutionnel

Mettre en œuvre une ECS requiert une coordination et collaboration efficace intra et inter ministérielle et avec les partenaires non gouvernementaux. Le plus souvent, cette responsabilité est allouée à une unité du ministère de l'éducation (du fait de son mandat) soutenue par d'autres ministères clés tels la santé et la jeunesse et autres parties prenantes. Malgré les variations du contexte institutionnel par pays, une mise en œuvre efficace par l'unité responsable requiert des compétences (sur l'ECS, la coordination...), un personnel adéquat et le financement nécessaire.





## Bénin – une approche intégrée à des disciplines existantes

Le Bénin, au travers d'un processus d'élaboration inclusif, a élaboré un programme d'ECS intégré à des disciplines existantes. La participation de parties prenantes clés dans des ateliers d'analyse situationnelle a permis de développer une compréhension commune de l'ECS et de son importance. Dans un premier temps, les 6 thèmes<sup>9</sup> (et 25 sous-thèmes) de l'ECS ont été identifiés :

1. Développement humain
2. Comportement sexuel
3. Relations interpersonnelles
4. Valeurs, attitudes et comportements
5. Santé sexuelle et reproductive
6. Culture, société et droits de la personne

Un « Référentiel d'Élaboration du Curriculum » a été développé. Celui-ci présente le cadre conceptuel et méthodologique de l'ECS et pour chaque sous-thème, les objectifs d'apprentissage par niveau scolaire, ainsi que les comportements à acquérir et développer. Le projet a développé le « Programme d'Éducation Sexuelle Intégrée au Bénin », un référentiel qui identifie pour chaque sous-thème :

- les objectifs d'apprentissage ;
- les comportements visés ;
- les facteurs de risque et de protection ;
- les activités et les méthodologies pédagogiques à utiliser ; et
- l'ancrage dans les programmes scolaires.

Ce document permet donc aux enseignants de voir où et comment intégrer l'ECS dans le programme scolaire sans que cela n'affecte leur programmation. Des guides pédagogiques de l'enseignant et manuels de l'apprenant ont aussi été élaborés et validés ainsi qu'un plan de communication en faveur de l'ECS.

## Coordination et collaboration

La coordination et la collaboration, bien qu'essentielles à la réussite d'un programme, sont souvent les maillons faibles du fait de la complexité et du nombre de parties prenantes travaillant dans l'ECS et la SSRAJ. L'identification des rôles et responsabilités de chaque partie prenante par l'usage d'un document officiel (par exemple une Stratégie Nationale pour la mise à échelle de l'ECS) peut mitiger ce risque. De plus, des mécanismes de coordination ainsi qu'une collaboration devront être établis aux différents niveaux. Cela peut prendre, entre autres, la forme d'un comité de pilotage ou de groupes de travail technique, selon les mécanismes existants dans le pays et leurs mandats. La première étape est d'analyser le contexte avant de créer une nouvelle structure qui pourrait alourdir la tâche de toutes les parties prenantes.



© Vincent Tremeau



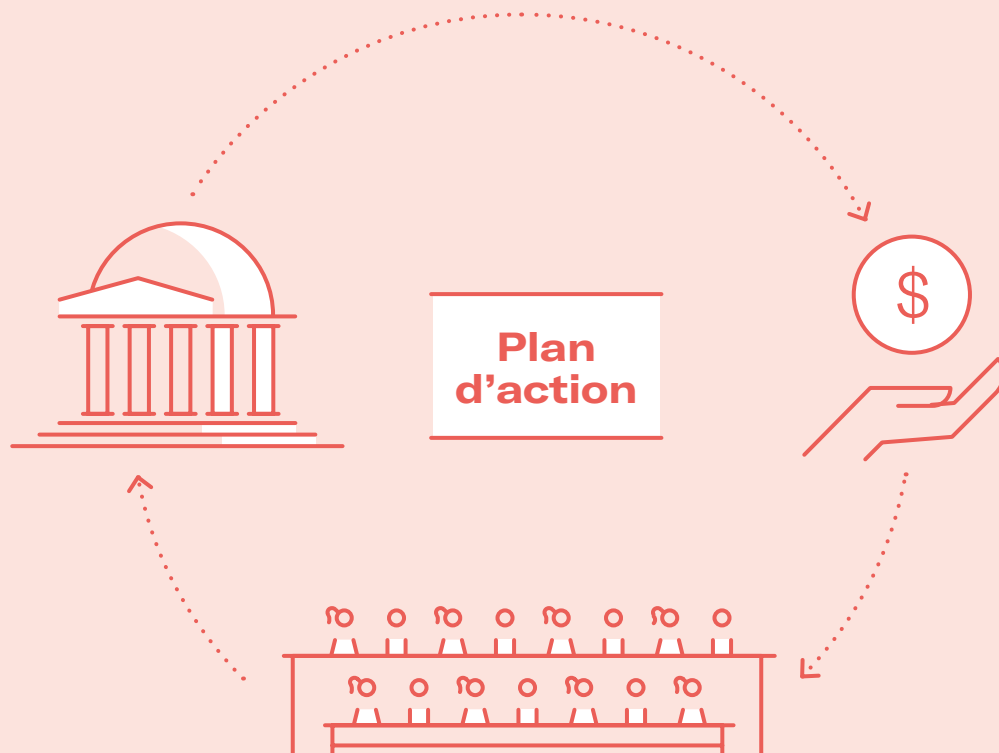
## Sénégal

Au Sénégal, la Coalition pour la Santé de la Reproduction des Adolescent(e)s et Jeunes (SSRAJ) créé fin 2012, regroupe le Ministère de l'Éducation, les agences des Nations-Unies et les Organisations de la Société Civile (OSC) oeuvrant dans ce domaine. La coalition vise à soutenir le secteur de l'éducation dans l'intégration de l'ECS dans les curricula.

Une des forces de la coalition est qu'elle implique toutes les parties prenantes clés. De plus, la coalition a bénéficié d'une faible rotation du personnel des organisations membres ce qui a permis une meilleure efficacité, une compréhension commune des enjeux et un accord sur la méthode à adopter.

La Coalition a pu, entre autres :

- Créer un cadre de coordination pour la synergie des actions en faveur du plaidoyer pour le renforcement de l'ECS à l'école;
- Mutualiser les ressources techniques et financières afin d'appuyer le Ministère de l'Éducation Nationale pour le renforcement de l'ECS à l'école ;
- Développer un plan d'action;
- Coordonner la définition des axes stratégiques d'une mise en œuvre et mise à échelle de l'ECS (par exemple l'identification des 7 composantes d'une ECS).



### Intégration à d'autres projets SSR

Pour être efficace, une ECS doit être accompagnée d'un accès à des services de santé sexuelle et reproductive (SSR) adaptés aux besoins des adolescents et des jeunes, et d'allier l'offre de service à la demande pour en garantir l'utilisation. Bien qu'il existe des infirmeries dans certains établissements scolaires, la majorité des écoles vont devoir créer des liens et des systèmes de référence avec leurs centres de santé locaux.

La création de liens est insuffisante en elle-même. Les services de SSR doivent être adaptés aux besoins des adolescents et des jeunes. L'OMS a développé des critères qui devraient être mis en œuvre dans tous les centres de santé qui accueillent les adolescents et les jeunes que ce soit dans des centres existants ou dans des infirmeries scolaires. Les critères de l'OMS demandent que les services soient :<sup>10</sup>

↳ **Accessibles**

Les adolescents sont en mesure d'obtenir les services fournis.

↳ **Acceptables**

Les services de santé sont dispensés d'une manière qui répond aux attentes des adolescents (de sorte qu'ils souhaitent les obtenir).

↳ **Équitables**

Tous les adolescents, et non seulement certains groupes, sont en mesure d'obtenir les services de santé dont ils ont besoin.

↳ **Appropriés**

Les services de santé fournis sont ceux dont les adolescents ont besoin.

↳ **Efficaces**

Les services de santé appropriés sont fournis d'une façon adaptée et contribuent de manière positive à la santé des adolescents.



### Togo

Les infirmeries scolaires représentent une opportunité pour rapprocher physiquement les services de SSRAJ des adolescents et des jeunes, et de s'assurer qu'ils répondent à leurs besoins. En 2012 une analyse situationnelle a pris note du nombre restreint d'infirmeries scolaires (37) au Togo et a identifié les principaux problèmes comme étant liés au manque d'infrastructure adéquate, d'équipements et de ressources humaines qualifiées, ainsi qu'à une offre de services limitée. Pour appuyer le gouvernement dans sa réponse aux besoins des adolescents et des jeunes en SSR, un modèle de Partenariat Public Privé qui inclut la North Star Alliance et l'UNFPA, a été développé pour implanter des « Blue Box » (infirmeries scolaires préfabriquées) dans des établissements du secondaire de l'enseignement général ayant un effectif supérieur ou égal à 1 000 élèves.

Les objectifs spécifiques du projet « Blue Box » sont:

- Mettre en place une unité de soins fonctionnelle dans les établissements scolaires à grand effectif.
- Offrir un paquet de services de soins de santé primaires y compris en santé de la reproduction/VIH dans les infirmeries.
- Renforcer la connaissance et le comportement des jeunes scolaires en matière d'hygiène et de santé sexuelle et de la reproduction au moyen d'activités d'IEC/CCC.
- Renforcer l'éducation à la santé sexuelle et de la reproduction y compris la prévention du VIH dans le programme d'enseignement.

- Instaurer une pratique de prévention précoce dans les établissements scolaires.
- Réduire l'absentéisme lié aux problèmes de santé.
- Assurer un meilleur suivi des élèves présentant des pathologies chroniques ou un handicap.

Dans certains établissements les infirmeries existantes ont été améliorées, dans d'autres le projet a procuré des conteneurs conçus à cette fin et les a aménagés avec des équipements médicaux, du mobilier, et un stock d'équipements divers et des intrants. Le personnel de santé (payé par l'état et les associations de parents d'élève) est composé d'une équipe selon l'effectif des élèves dans l'établissement : <sup>11</sup>

- 1 assistant (e) médical (e) ou infirmier (ère) d'état,
- 1 infirmier (e) auxiliaire.

Les compétences des prestataires ont été renforcées grâce à une formation spécifique sur la SSRAJ.

Les prestataires offrent un paquet de services :

- Activités IEC/CCC (« service de conseil », causeries éducatives, projections de films,...).
- Consultations médicales et premiers soins.
- Mise en observation diurne.
- Prestations SR/VIH (contraception et prise en charge des IST).

# L'Extrascolaire

### Le contexte

En Afrique de l'Ouest et Centrale un nombre important de jeunes ne sont pas scolarisés. La région enregistre le taux de scolarisation le plus bas du continent d'où l'importance de mettre en œuvre une ECS extrascolaire.

### Comment ?

Différentes approches existent pour dispenser les programmes extrascolaires d'ECS: via une approche communautaire, à travers les cliniques mobiles, grâce à l'implication des parents et de la famille et/ou en utilisant la technologie.

Les programmes communautaires et les initiatives extrascolaires sont souvent à petite échelle mais sont plus aptes à toucher les plus vulnérables telles que les filles non scolarisées. La variété des cibles souligne l'importance d'adapter les contenus et activités pédagogiques aux différents publics. Différentes interventions peuvent assurer une couverture plus étendue de l'ECS. Elles incluent les clubs extrascolaires, les espaces sûrs pour les jeunes filles, l'intégration de l'ECS dans l'éducation informelle et au travers de projets communautaires ou de SSRAJ. Ces interventions sont souvent menées à bien par des organisations de la société civile (OSC).

### Coordination et collaboration

Pour une mise à échelle efficace de l'ECS les connexions et les synergies entre les secteurs formels et non informels doivent être identifiées. La collaboration et la coordination autour de l'ECS extrascolaire assurera qu'aucun jeune ne soit laissé pour compte et contribuera aussi à la création d'une approche harmonisée. L'ECS en milieu extrascolaire est souvent caractérisée par une mise en œuvre ad-hoc où les contenus ne sont ni harmonisés ni leur qualité assurée, et où les projets se chevauchent alors que d'autres régions géographiques manquent d'activités. L'harmonisation, en particulier des contenus, est essentielle pour assurer la qualité. Une solution est la création de label de qualité (basé sur les Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité de 2018) qui n'empêche pas la pluralité des supports mais assure des prérequis en terme de contenus.





## Côte d'Ivoire – La campagne « Zéro grossesses à l'école » une approche sur tous les fronts

La campagne « Zéro grossesse à l'école » utilise maintes stratégies extrascolaires pour élargir la couverture du programme. Pour atteindre les adolescents et les jeunes non scolarisés, des stratégies foraines sont mise en place et des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont utilisées:

- La Caravane « Jeunesse saine, protège-toi » sillonne le pays offrant informations et services en SSR (animée par des prestataires de la santé tels que des sage femmes et des animateurs en SSR). En 2013, 207 235 adolescents et jeunes ont été touchés par les messages de sensibilisation des caravanes.
- Les Centres d'Écoute et de Conseil (CEC) et autres environnements sociaux pour les jeunes sont utilisés pour diffuser des messages et pour sensibiliser sur les grossesses non désirées (GND), la prévention des GND, la sexualité, l'utilisation de préservatifs etc.
- Une boîte à images, des brochures, des banderoles, des kakemonos bannières etc. ont été élaborées par le Ministère de la Jeunesse en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation pour assurer une standardisation et harmonisation des contenus avec l'ECS en milieu scolaire.
- Pour harmoniser les contenus en milieu extrascolaire, l'AIBEF (une OSC) est en cours d'élaborer un manuel de l'ECS, un guide de l'éducateur et un guide du participant.
- Les arts, la culture et les sports sont utilisés pour sensibiliser sur la SSR et les GND. Le Festival National des Arts et Cultures en milieu scolaire de 2013 a retenu pour thèmes principaux la SSR

et les violences basées sur le genre pour trois disciplines : Poésie, Conte, et Théâtre.

- Une campagne multimédia a été élaborée (6 affiches, 1 dépliant sur les grossesses précoces et les moyens de prévention, 5 spots audio, 3 spots vidéo, des centaines de SMS...).
- Un site web connecté aux réseaux sociaux pour permettre aux jeunes de discuter a été développé.
- Une messagerie SMS sur la SSR a été activée.
- Une ligne verte (107) gratuite et confidentielle sur la SSR reçoit entre 90-120 appels par jour.
- L'Agence Ivoirienne de Marketing Social, en partenariat avec le Ministère de l'Éducation, a développé une campagne annuelle « Prends le contrôle de ta vie » sur les GND qui déploie des spots TV, radio, panneaux et affiches. Des sketches radio sont diffusés 4-5 fois par jour pendant une semaine au moyen de radios communautaires, avec une émission spéciale à la fin qui permet aux individus d'appeler avec leurs questions ou opinions sur le thème hebdomadaire. Un animateur passe le sketch et ouvre un débat avec les jeunes sur le contenu du sketch de la semaine.

Pour surmonter les obstacles d'accès aux services SSR/PF et à l'information pour les jeunes, divers intervenants œuvrent à sensibiliser les leaders communautaires et religieux, les parents et les membres de la communauté. Ces activités sont accompagnées de projets visant une amélioration de la communication entre les parents et leurs enfants.

## Que faire ? Un rôle pour chaque acteur

**Les responsables politiques** : peuvent créer un contexte propice à la mise à échelle de l'ECS au travers d'un cadre juridique protecteur ; élaborer des politiques et stratégies qui font de l'ECS une priorité ; allouer des ressources humaines et financières pour une mise à échelle ; et médiatiser l'ECS pour contribuer à une réduction des tabous et changer les normes sociales.

**Les leaders religieux et traditionnels** : jouent un grand rôle sur les normes sociales, et sont essentiels pour combattre les tabous, les préjugés et les pratiques néfastes tels que les mariages précoces. En prêtant leur noms et en discutant ouvertement de l'ECS, la SSRAJ et de leurs effets sur le pays, ils peuvent contribuer à changer les normes sociales qui impactent négativement sur la santé des adolescents et des jeunes et à réduire les tabous.

**Les journalistes et autres médias** : sont cruciaux dans le travail de plaidoyer. Ils peuvent non seulement influencer l'opinion publique mais aussi changer le discours. Les médias sont particulièrement importants pour combattre l'inégalité des genres.

**Les individus, les familles et les communautés** : peuvent participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'ECS et appuyer les efforts du secteur de l'éducation et des OSC pour la mettre en œuvre. De plus ils peuvent engager le dialogue dans la communauté et initier la communication parents/enfants en particulier sur le thème de la SSRAJ. En discutant ouvertement de l'ECS, de la SSRAJ et de leurs conséquences sur leurs communautés ils peuvent contribuer à changer les normes sociales et réduire les tabous.

**Les jeunes** : peuvent se mobiliser, adhérer ou créer des associations de jeunesse, demander la création d'espace de communication pour se faire entendre et débattre sur l'ECS et la SSRAJ (radio...). Ils peuvent également participer à l'élaboration et la mise en œuvre de l'ECS, se l'approprier, et plaidoyer pour une mise en œuvre et mise à échelle d'interventions pour les adolescents et les jeunes ainsi qu'un changement des normes sociétales.

**Les OSC** : collaborent avec toutes les parties prenantes pour assurer une mise en œuvre coordonnée, efficace et de qualité, en basant leurs interventions sur des lacunes identifiées et en utilisant des contenus harmonisés basés sur les Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité de 2018.

**Les PTFs** : renforcent les capacités des parties prenantes au moyen d'appuis techniques et financiers, et se coordonnent pour assurer que les priorités individuelles ne constituent pas un obstacle à la mise en œuvre et à échelle de l'ECS.

Une mise à échelle de l'ECS avec accès à des services de SSRAJ de qualité est un projet à long terme qui implique des changements institutionnels à tous les niveaux ainsi que des changements sociétaux. De ce fait, les projets existants devraient continuer durant la période d'intégration de l'ECS dans les systèmes gouvernementaux. Tout plan de mise à échelle doit donc prévoir à court et long terme, pour s'assurer que les jeunes reçoivent un minimum d'éducation pour se protéger.

La difficulté de mise en œuvre ainsi que le délai nécessaire à une mise à échelle de l'ECS sont compensés par l'impact positif sur la santé et l'éducation de chaque adolescent et jeune et donc sur le développement de son pays.

### Notes

---

- 1 L'UNFPA utilise le terme « Éducation Complète à la Sexualité » (ECS) bien que d'autres aient développés leurs propres terminologies (Sénégal: Education à la Santé de la Reproduction ; Togo : Éducation Sexuelle Complète – ESC ; ...).
- 2 UNESCO. 2018. Édition révisée. Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité. Une approche factuelle.
- 3 UNFPA. Transforming and Uplifting lives One Region One Mission. Annual Report 2015. West and Central Africa Regional Office.
- 4 UNFPA. Motherhood in Childhood. Facing the challenge of adolescent pregnancy. State of world population 2013.
- 5 UNESCO. 2018. Édition révisée. Principes directeurs internationaux sur l'éducation à la sexualité. Une approche factuelle.
- 6 Orientations opérationnelles de l'UNFPA pour l'éducation complète à la sexualité : une approche axée sur les droits de l'homme et l'égalité des genres. UNFPA, New York, 2014.
- 7 UNFPA. 2014. Orientations opérationnelles de l'UNFPA pour l'éducation complète à la sexualité : une approche axée sur les droits de l'homme et l'égalité des genres.
- 8 UNESCO. 2015. Emerging Evidence, Lessons and Practice in Comprehensive Sexuality Education – a Global Review. Paris, UNESCO.
- 9 Ces thèmes sont basées sur ceux des : Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle : une approche factuelle à l'intention des établissements scolaires, des enseignants et des professionnels de l'éducation à la santé, UNESCO, Paris, décembre 2009.
- 10 [http://www.who.int/maternal\\_child\\_adolescent/topics/adolescence/health\\_services/fr/](http://www.who.int/maternal_child_adolescent/topics/adolescence/health_services/fr/) (Consulté le 5 décembre 2016)
- 11 Cet effectif est l'idéal mais ne représente pas toujours la réalité du terrain.

